

EN LUTTE

**COUPES CHEZ QUALCOMM**

Le géant californien, qui fabrique des puces pour les téléphones mobiles, devrait licencier au moins 1300 emplois, principalement aux États-Unis. L'entreprise, toujours bénéficiaire, accuse un recul de 6 %, en 2023, des ventes de smartphones.

**FACTEURS À BOUT**

Lundi, plusieurs dizaines de facteurs de Mans (Sarthe) se sont rassemblés à l'appel de la CGT Fapt, pour protester contre la surcharge de travail entraînée par la suppression de 28 postes. Des négociations avec la direction ont débuté dans la matinée.

**ATOS SANS TÊTE**

Le président du groupe informatique, Bertrand Meunier, a démissionné lundi. Le projet de scinder en deux l'entreprise pour en céder de larges pans au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, bien que maintenu, est reporté au « début du 2<sup>e</sup> trimestre 2024 ».

# Quand le privé fleurit sur l'hôpital public gangrené

**SANTÉ** Au centre hospitalier Sud Essonne, les sociétés privées s'infiltrèrent depuis des années. Censées renforcer l'offre de soins, elles affaiblissent le service public.

Étampes (Essonne), envoyée spéciale.

**D**es chênes centenaires bientôt prompis au bulldozer. Sur le site du centre hospitalier Sud Essonne (CHSE) à Étampes, le calme du parc arboré va bientôt laisser place à une clinique de 80 places d'hôpital de jour et de 100 lits de soins médicaux de réadaptation (SMR) de la société Clinalliance. Des plots signalent l'imminence des terrassements sur cette surface de 9 300 m<sup>2</sup>.

En contemplant le feuillage des hêtres qui commence à rougir, Corinne Aubin, aide-soignante et secrétaire générale de la CGT du CHSE, soupire : « Les kinés pratiquent la marche nordique ici avec les patients. Les soignants s'y baladent pendant leurs poses. Des familles viennent aussi pique-niquer le week-end. Après, il ne restera plus qu'un petit bout de verdure. » Si l'opération s'annonce catastrophique pour la biodiversité dans cette zone humide classée espace protégé, la direction de l'hôpital met, elle, en avant « l'objectif de développer une offre de soins au bénéfice de la population ». Mais pour la syndicaliste, l'incompréhension est totale : « Le centre hospitalier avait précédemment 40 lits de SMR dont une partie a été transférée à Dourdan, à 20 kilomètres plus loin. Pourquoi ne pas avoir défendu ce service si on en avait tant besoin ? »

Ces futurs travaux sont la dernière étape en date du grénotage de l'hôpital public. De l'autre côté de cet écran

verdoyant, s'élève une ancienne maison de retraite, un bâtiment vieillissant des années 1980. Sur une partie du premier étage, Clinalliance a déjà installé un service de soins médicaux de réadaptation. Dans un jeu de chaises musicales, le groupe Korlan est pressenti pour racheter ce même édifice. Un peu plus loin, la société Nephrocare gère également un centre de dialyse.

**ATTEINTE GRAVE À UN SITE PAYSAGER PATRIMONIAL**

À l'image des chauves-souris colonisant la zone menacée, le site n'a cessé d'être vampirisé par le secteur privé. Avec la bénédiction de la direction du CHSE et des pouvoirs publics. Pour sa clinique, Clinalliance a même reçu des subventions de la part de la région Île-de-France dans le cadre du Ségur de la santé : plus d'un million d'euros ont déjà été validés ou versés.

Menée au cœur de l'été, une enquête publique a permis de mettre au jour les nombreuses interrogations. Selon Jacky Corbel, conseiller municipal communiste, ce projet ne répond en rien à « l'intérêt général » : « Plus l'hôpital public est affaibli, plus les établissements privés à but lucratif prennent sa place, plus le coût des soins est élevé, plus nombreux sont les citoyens qui n'ont plus les moyens financiers de se soigner. » Dans le cadre de l'enquête publique, le maire LR d'Étampes, Franck Marlin, avait, sans



REPORTAGE

surprise, adressé un courrier, estimant que ce plan « permet de lutter efficacement contre les déserts médicaux », (...) « les activités SMR (...) sont parfaitement complémentaires des activités réalisées sur le CHSE ».

Le 4 août, le commissaire enquêteur avait pourtant rendu un avis défavorable sur ce dossier, notamment pour atteinte grave à un site paysager patrimonial. Mais, sans attendre les conclusions, dès le 21 juillet, le préfet avait délivré son arrêté autorisant le défrichage. Un coup de massue pour les opposants. « Ce que fait Clinalliance est sans doute super, souligne Corinne Aubin. Il y aura de la balnéothérapie, des prestations que l'on ne peut pas financer alors qu'on n'arrête pas de fermer des lits et des services. Tout cela va les mettre en lumière et le service public va rester dans l'ombre. Au final, qu'est-ce que cela rapporte à l'hôpital ? »

**« OK, nous sommes dans un désert médical, mais les consultations tourneront autour de 80 euros. Quel public est visé ? »**

SANDRA DOUAILLER,  
CO-PRÉSIDENTE DU COMITÉ  
DE DÉFENSE DE L'HÔPITAL

De fait, le déficit du CHSE est de 10 millions d'euros pour 2022. La vente du terrain en 2020, qui a rapporté 980 000 euros, et la location de locaux aux entreprises de santé ne semblent pas suffisantes pour renflouer les caisses. Sur un plan humain, les syndicalistes redoutent aussi que les départs de personnels en souffrance ne s'accroissent. « Des collègues ont pris des disponibilités pour aller travailler chez Nephrocare comme c'est mieux payé, relate Julien Poncet, infirmier en santé au travail et secrétaire adjoint de la CGT.

L'AGENDA



**Mardi 17 octobre** À l'appel de la CGT et de SUD santé, manifestation pour l'avenir des hôpitaux de Saint-Maurice et des Murets. À 16 h 30, impasse Junot à Saint-Maurice (Val-de-Marne).

**Mardi 17 octobre** Journée mondiale du refus de la misère organisée par ATD Quart Monde, à laquelle participent en France de nombreuses organisations et des syndicats, dont la CGT et la CFDT.

**Jeu** **di 19 octobre** La CGT et Pas de bébés à la consigne appellent à la grève pour dénoncer une situation critique dans les établissements Petite Enfance. La manifestation partira, à 10 heures,

de la place des Droits-de-l'Enfant à Paris dans le 14<sup>e</sup> arrondissement. **Samedi 4 novembre** Attac fête ses vingt-cinq ans à partir de 17 heures à la Flèche d'or (Paris 20<sup>e</sup>). Au programme, théâtre, concert...



## PSYCHIATRIE RÉNOVATION ET SUPPRESSIONS DE POSTES À L'HÔPITAL ESQUIROL

Haut lieu de la psychiatrie en France, l'hôpital Esquirol (Val-de-Marne) fait l'objet d'un projet de rénovation contesté. Sur ce site de 40 hectares, dont 20 dédiés à la psychiatrie, seule la partie haute resterait réservée aux soins. La partie basse accueillerait, après travaux, des activités tertiaires. Une « opération d'envergure » permettant de « repenser les pratiques et les soins », selon la direction des Hôpitaux de Saint-Maurice. Coût global : 240 millions d'euros. Soignants, patients, associations écologistes, syndicats, élus locaux... regroupés au sein d'un collectif pour favoriser des hôpitaux de Saint-Maurice sont nombreux à s'inquiéter. Le projet implique la destruction de plusieurs dizaines d'arbres centenaires et, à terme, l'offre de soins en psychiatrie serait réduite et environ 240 emplois hospitaliers supprimés. Le collectif réclame un « projet alternatif, humain, plus respectueux », impliquant le maintien des soins dans la partie basse. Et appelle à un rassemblement devant la mairie de Saint-Maurice, ce mardi 17 octobre, à 16h30.

Julien Poncet et Corinne Aubin, dirigeants de la CGT du centre hospitalier Sud Essonne (en haut, à gauche).

La pénurie de médecins et de paramédicaux est réelle. Mais ces sociétés n'ont, elles, aucun mal à recruter. »

D'autres en subissent déjà les conséquences. Croisé non loin des urgences d'Étampes, Farid, agent d'entretien, s'occupe des déchets hospitaliers mais aussi de ceux de Nephrocare : « Ça nous fait du boulot en plus, mais l'effectif reste le même. Nous sommes trois alors que nous devrions être quatre. Le salaire ne suit pas », s'agace-t-il.

### « ÇA VA COÛTER UN MAXIMUM À LA SÉCURITÉ SOCIALE »

Sur ce territoire dynamique, qui a vu sa population augmenter, ces alliances avec le privé, vendues comme facilitant l'accès aux soins, semblent au contraire le dégrader. À Dourdan, l'installation de l'IRM au centre-ville le 18 septembre, géré par Ramsay Santé et non pas par le centre hospitalier (au sein du CHSE) qui avait pourtant déposé un dossier pour l'accueillir, a fait grincer des dents. Sandra Douailler, usagère et coprésidente du comité de défense de l'hôpital, dénonce : « Une décision prise de manière arbitraire par l'agence régionale de santé. Ils ont argué de problèmes de sécurité à l'hôpital alors que le bâtiment qui a été choisi au centre-ville n'était pas encore en travaux... Or, ce dernier n'est pas adapté : il n'y a pas d'accès piétons pour que les ambulances déposent les malades. Un protocole a été signé pour la prise en charge de certains patients du CHSE dans des situations bien spécifiques. Sinon, les autres devrnt régler des dépassements d'honoraires. » Les patients du CHSE pourront être transportés en ambulance pour réaliser une IRM

en ville. « Ça va coûter un maximum à la Sécurité sociale », avance Sandra.

L'intrusion du privé ne s'arrête pas là. Après la fermeture de la maternité en 2015, un centre périnatal de proximité (CPP) flambant neuf avait été installé. Au même endroit, un centre de consultation gynécologique privé « Pointgyn » va bientôt ouvrir ses portes, le concurrençant directement : « OK, nous sommes dans un désert médical, mais les consultations tourneront autour de 80 euros. Quel public est visé ? » questionne Sandra Douailler, qui précise que le CPP « a été rétrogradé au deuxième étage, le temps des travaux de Pointgyn, ce qui n'est pas du tout adapté pour les consultations des femmes ».

En conseil de surveillance, Corinne, assistante sociale et élue de SUD santé, se sent bien isolée face à ces attaques : « Je suis la seule à avoir voté contre le projet de Clinalliance à Étampes. Dans leurs autres structures, on voit que la chambre particulière coûte 110 euros à 130 euros par jour, contre 45 dans notre service de soins médicaux de réadaptation public pris en charge par la mutuelle. »

Siles urgences de Dourdan sont sur le point d'être rénovées, le bâtiment du Potelet fait grise mine. À l'intérieur de cette unité de soins de longue durée, le temps semble être figé depuis les années 1970. « Certaines fenêtres en bois sont clouées car on n'arrive plus à les fermer. On a du mal à aérer quand il fait chaud », précise-t-elle. Des travaux sont toutefois prévus. Un étage sera bientôt occupé par... Clinalliance. La construction

## 10 millions

C'est le déficit du centre hospitalier Sud Essonne pour l'année 2022.

d'un nouveau bâtiment par cette société est également sur les rails.

Face à ce rouleau compresseur, Marc Veslin, brancardier et représentant de SUD, est parfois saisi par le désespoir. « On a l'impression d'assister à la mort de l'hôpital public en direct. Comme on manque de personnel, certains patients attendent jusqu'à six mois pour une coloscopie et préfèrent aller dans le privé. Dans le même temps, on signifie à certains soignants contractuels qu'on ne peut pas les garder, faute de moyens. À Dourdan, comme le matériel n'avait pas été payé aux fournisseurs, on a déjà annulé des interventions de gens en suspicion de cancer. On vivote. »

Contactée par l'Humanité sur le bien-fondé renforçant les partenariats public-privé, la direction du CHSE confirme qu'elle compte accélérer la cadence. « C'est dans cet esprit que le projet d'établissement 2021-2025 a mis en avant le concept de "campus santé" qui vise à organiser au mieux cette coopération. » Après un rassemblement le 13 septembre devant le site d'Étampes et des recours devant le tribunal administratif, syndicats et usagers appellent la population à se mobiliser. « Les gens ne font pas toujours la différence entre ce qui relève du public et du privé, constate Sandra Douailler. Le gouvernement et certains élus locaux poussent ces pratiques. Pourquoi ne choisit-on pas de rénover et développer nos structures existantes ? » ■

CÉCILE ROUSSEAU

REPORTAGE PHOTO : GUILLAUME CLÉMENT